



CHAPITRE 38

Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie

[Sanctionnée le 16 octobre 1970]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1970, c.
37, a. 1,
mod.

1. L'article 1 de la Loi de l'assurance-maladie (1970, chapitre 37) est modifié en insérant, après le paragraphe *b*, les suivants:

* profes-
sionnel
soumis à
l'appli-
cation
d'une
en-
tente »;

« *b*¹ » « professionnel soumis à l'application d'une entente »: un professionnel qui exerce sa profession dans le cadre du régime institué par la présente loi, qui est rémunéré suivant le tarif prévu à une entente et dont le montant des honoraires lui est payé directement par la Régie;

* profes-
sionnel
désen-
gagé »;

« *b*² » « professionnel désengagé »: un professionnel qui exerce sa profession en dehors des cadres du régime institué par la présente loi mais qui accepte d'être rémunéré suivant le tarif prévu à une entente et dont le montant des honoraires est payé à ses patients par la Régie;

* profes-
sionnel
non-
partici-
pant »;

« *b*³ » « professionnel non-participant »: un professionnel qui exerce sa profession en dehors des cadres du régime institué par la présente loi mais qui n'accepte pas d'être rémunéré suivant le tarif prévu à une entente et dont tous les patients assument seuls le paiement des honoraires; ».

1970, c.
37, a. 3,
mod.

2. L'article 3 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes, les mots « con-

CHAPTER 38

An Act to amend the Health Insurance Act

[Assented to 16th October 1970]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Health Insurance Act (1970, chapter 37) is amended by inserting after sub-paragraph *b* the following:

1970, c.
37, s. 1,
am.

“(b¹) “professional subject to the application of an agreement”: a professional who practises his profession within the scope of the plan established by this act, is remunerated in accordance with the tariff provided in an agreement and the amount of whose fees is paid to him directly by the Board;

“profes-
sional
subject to
the appli-
cation of
an agree-
ment”;

“(b²) “professional who has withdrawn”: a professional who practises his profession outside the scope of the plan established by this act but agrees to be remunerated in accordance with the tariff provided in an agreement, and the amount of whose fees is paid to his patients by the Board;

“profes-
sional who
has with-
drawn”;

“(b³) “non-participating professional”: a professional who practises his profession outside the scope of the plan established by this act but does not agree to be remunerated in accordance with the tariff provided in an agreement, and all of whose patients alone assume payment of the fees;”.

“non-par-
ticipating
profes-
sional”;

2. Section 3 of the said act is amended by striking out the words “in accordance with the standards of professional practice

1970, c.
37, s. 3,
am.

formément aux normes de pratique professionnelle qui lui sont applicables ».

1970, c. 37, a. 10a, aj. **3.** Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 10, le suivant:

« 10a. Une personne qui réside au Québec a aussi droit d'exiger de la Régie le paiement du coût des services assurés qui lui ont été fournis au Québec par un professionnel désengagé, sur présentation d'un relevé d'honoraires prescrit suivant l'article 57, pourvu que la Régie ait obtenu de cette personne ou du professionnel dont il s'agit, les renseignements dont elle a besoin pour justifier le paiement réclamé.

Restriction. Elle n'a pas droit d'exiger plus que le montant qui aurait été payé par la Régie pour de tels services à un professionnel soumis à l'application d'une entente. »

1970, c. 37, a. 11, mod. **4.** L'article 11 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mot et chiffre « et 10 » par ce qui suit: «, 10 et 10a ».

Id., aa. 19a, 19b, aj. **5.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 19, les suivants:

Interprétation. **« 19a.** Rien dans la présente loi ni dans une entente n'autorise la Régie à refuser de payer le coût de services assurés pour le motif qu'elle met en doute la qualité d'un acte pour lequel il est demandé paiement.

Interdiction. La Régie ne peut déterminer la fréquence d'un acte susceptible d'être payé.

Refus, etc., de paiement sur recommandation. **« 19b.** Le paiement du coût de services assurés doit être refusé ou suspendu chaque fois que le Conseil de discipline visé à la Loi médicale, le Conseil de discipline visé à la Loi des dentistes ou le Bureau de discipline créé par la Loi des optométristes et opticiens recommande de le faire à l'égard d'un professionnel de la santé soumis à son autorité. »

1970, c. 37, a. 20, mod. **6.** L'article 20 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes, les mots « se désengager de son application; le désengagement a

applicable to him" in the second, third and fourth lines.

3. The said act is amended by inserting after section 10 the following: 1970, c. 37, s. 10a, added.

« 10a. A resident of the province of Québec shall also be entitled to exact from the Board payment of the cost of the insured services furnished to him in the province of Québec by a professional who has withdrawn, upon presentation of a statement of fees prescribed in accordance with section 57, provided that the Board has obtained from such person or from the professional concerned the information it needs to justify the payment claimed.

Restriction. He is not entitled to exact more than the amount which would have been paid by the Board for such services to a professional subject to the application of an agreement." 1970, c. 37, s. 11, am.

4. Section 11 of the said act is amended by replacing the word and figure "and 10" in the sixth line by the following: " , 10 and 10a".

5. The said act is amended by inserting after section 19 the following: Id., ss. 19a, 19b, added.

« 19a. Nothing in this act or in an agreement shall authorize the Board to refuse to pay the cost of insured services because it questions the quality of an act for which payment is claimed. Interpretation.

The Board shall not determine the frequency of an act for which payment may be made. Prohibition.

« 19b. The payment of the cost of insured services must be refused or suspended whenever the Council on Discipline contemplated in the Medical Act, the Council on Discipline contemplated in the Dental Act or the Board on Discipline constituted by the Optometrists and Opticians Act so recommends with respect to a professional subject to its authority." Refusal, etc., of payment upon recommendation.

6. Section 20 of the said act is amended by replacing the words "to withdraw from its application; the withdrawal shall have effect" in the fifth and sixth lines by the 1970, c. 37, s. 20, am.

effet » par les mots « se désengager de son application ou devenir des professionnels non-participants; ces options prennent effet ».

words "to withdraw from its application or to become non-participating professionals; such options shall take effect".

1970, c.
37, a. 22,
mod.

7. L'article 22 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, les alinéas suivants:

7. Section 22 of the said act is amended by adding at the end the following paragraphs:

Avis de réengagement.

« Il en est de même du professionnel qui est devenu un professionnel non-participant.

"The same shall apply to a professional who has become a non-participating professional.

Change-ment de catégorie.

De plus, un professionnel désengagé peut devenir un professionnel non-participant et *vice versa*, selon la même procédure. »

Moreover, a professional who has withdrawn may become a non-participating professional, and *vice versa*, by the same procedure."

1970, c.
37, a. 23,
remp.

8. L'article 23 de ladite loi est remplacé par le suivant:

8. Section 23 of the said act is replaced by the following:

Règle-ments sur modalités des avis de changements, etc.

« **23.** Les modalités suivant lesquelles les personnes qui résident au Québec sont avisées des changements effectués suivant les articles 20 ou 22 et les cas dans lesquels ces modalités doivent être observées sont arrêtés par règlement; un tel règlement peut déterminer les obligations de la Régie relativement à ces avis ainsi que celles des professionnels de la santé désengagés ou non-participants suivant l'article 20. »

"**23.** The terms and conditions upon which the residents of the province of Québec are notified of the changes made in accordance with section 20 or 22 and the cases in which such terms and conditions must be observed shall be determined by regulation; such a regulation may determine the obligations of the Board respecting such notices and those of professionals who have withdrawn or non-participating professionals in accordance with section 20."

1970, c.
37, a. 24,
mod.

9. L'article 24 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes ainsi que dans les septième et huitième lignes, les mots « qui se sont désengagés de l'application d'une entente » par les mots « qui sont des professionnels non-participants ».

9. Section 24 of the said act is amended by replacing the words "who have withdrawn from the application of an agreement" in the third and fourth lines and in the seventh, eighth and ninth lines by the words "who are non-participating professionals".

Id., aa.
24a-24c,
aj.

10. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 24, les suivants:

10. The said act is amended by inserting after section 24 the following:

Autre rémunération défendue.

« **24a.** Un professionnel de la santé ne peut exiger ni recevoir, pour des services assurés qu'il a fournis à une personne qui réside au Québec alors qu'il était un professionnel désengagé, aucune autre rémunération que celle qui est prévue à une entente; toute convention à l'effet contraire est nulle de plein droit.

"**24a.** A professional shall not exact or receive, for insured services furnished by him to a resident of the province of Québec as a professional who had withdrawn, any other remuneration than that contemplated in an agreement; any covenant to the contrary shall be null *ipso facto*.

Avis au professionnel désengagé.

« **24b.** La Régie doit, lorsqu'elle expédie à une personne qui réside au Québec un montant d'honoraires qui a été réclamé

"**24b.** When the Board forwards to a resident of the province of Québec an amount of fees which has been claimed

Notice to professional who has withdrawn.

de cette personne par un professionnel désengagé pour des services assurés, en aviser en même temps le professionnel qui a rendu ces services; celui-ci peut, à compter de la réception de cet avis, réclamer en justice de son patient le paiement de ce montant d'honoraires mais il ne peut le faire avant ce moment.

from such person for insured services by a professional who has withdrawn, it must give notice thereof at the same time to the professional who rendered such services; such professional may, from the receipt of such notice, claim such amount of fees from his patient before the courts but he shall not do so before such time.

Avis de non paiement.

« **24c.** La Régie doit aussi, lorsqu'elle expédie à une personne qui réside au Québec un avis l'informant qu'elle ne lui paiera pas le montant réclamé, en totalité ou en partie, expédier une copie de cet avis au professionnel désengagé qui a rendu les services pour lesquels les honoraires ont été réclamés; celui-ci peut, à compter de la réception de cet avis, réclamer en justice de la Régie, aux lieu et place de son patient, le montant d'honoraires que la Régie entend ne pas payer pourvu qu'il en avise alors son patient.

« **24c.** When the Board forwards to a resident of the province of Québec a notice informing him that it will not pay him all or part of the amount claimed, it must also forward a copy of such notice to the professional who has withdrawn, who rendered the services for which fees have been claimed; such professional may, from the receipt of such notice, claim before the courts from the Board, in the place and stead of his patient, the amount of fees which the Board intends not to pay provided that he then gives notice thereof to his patient.

Notice of non-payment.

Droit de réclamation du professionnel n'ayant pas reçu un avis.

« **24d.** Un professionnel de la santé qui n'a pas reçu de la Régie une copie d'un avis visé aux articles 24b ou 24c relativement à un montant d'honoraires qu'il a réclamé d'une personne qui réside au Québec pour des services assurés qu'il lui a rendus alors qu'il était un professionnel désengagé, peut réclamer en justice de la Régie le montant impayé, aux lieu et place de son patient, à compter du quarante-deuxième jour qui suit l'expédition de son compte au patient, pourvu qu'il ait avisé la Régie et son patient de son intention au moins trente jours auparavant.

« **24d.** A professional who has not received from the Board a copy of a notice contemplated in section 24b or 24c respecting an amount of fees claimed by him from a resident of the province of Québec for insured services which he rendered to him as a professional who had withdrawn, may claim the unpaid amount from the Board before the courts, in the place and stead of his patient, from the ninetieth day following the forwarding of his account to the patient, provided that he has notified the Board and his patient of his intention at least thirty days beforehand.

Right to claim of professional not notified.

Avis de paiement au patient.

« **24e.** Lorsqu'un professionnel de la santé réclame de la Régie conformément aux articles 24c ou 24d, celle-ci doit, si elle effectue un paiement à la suite de cette réclamation, le faire directement au professionnel en cause mais elle doit alors en donner avis au patient. »

« **24e.** Whenever a professional claims from the Board in accordance with section 24c or 24d, the Board must, if it makes a payment following such claim, do so directly to the professional involved but it shall then give notice thereof to the patient. »

Notice of payment to patient.

1970, c. 37, s. 25, remp.

11. L'article 25 de ladite loi est remplacé par le suivant :

11. Section 25 of the said act is replaced by the following:

1970, c. 37, s. 25, replaced.

Droit à la rémunération.

« **25.** Un professionnel de la santé qui n'est pas un professionnel soumis à l'application d'une entente n'a droit d'être

« **25.** A professional who is not a professional subject to the application of an agreement shall not be entitled to be

Right to remuneration.

rémunéré par la Régie pour des services assurés qu'il fournit à une personne qui réside au Québec, que suivant l'article 10 ou les articles 24a et suivants ou pour des services rendus au Québec dans des cas d'urgence déterminés suivant les normes établies par règlement; il ne peut alors exiger de la Régie que la rémunération prévue à l'article 10 ou aux articles 24a et suivants ou, s'il s'agit de services rendus au Québec en cas d'urgence, que la rémunération prévue à une entente. »

remunerated by the Board for insured services which he furnishes to a resident of the province of Québec, except in accordance with section 10 or sections 24a and following or for services rendered in the province of Québec in emergency cases determined according to the standards established by regulation; he shall then exact from the Board only the remuneration provided for in section 10 or sections 24a and following or, in the case of services rendered in the province of Québec in emergency cases, only the remuneration provided for in an agreement."

1970, c.
37, a. 26,
mod.

12. L'article 26 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mot et chiffre « et 10 » par ce qui suit: « , 10 et 10a ».

12. Section 26 of the said act is amended by replacing the word and figure "and 10" in the first line by the following: ", 10 and 10a".

Id., aa.
28-40, ab.

13. La section IV de ladite loi, comprenant les articles 28 à 40, est abrogée.

13. Division IV of the said act, sections 28 to 40 inclusive, is repealed.

Id., ss.
28-40,
repealed.

Id., a.
41, mod.

14. L'article 41 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

14. Section 41 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

Id., s. 41,
am.

Jurisdiction exclusive sur les différends.

« **41.** Lorsqu'une entente pourvoit à la formation d'un conseil d'arbitrage pour instruire un différend résultant de son application entre un professionnel soumis à son application et la Régie, tout recours concernant un tel différend par un tel professionnel ou par la Régie doit être décidé par un tel conseil exclusivement à tout tribunal de juridiction civile. »

« **41.** When an agreement provides for the establishment of a council of arbitration to hear a dispute resulting from the application thereof between a professional subject to its application and the Board, every recourse respecting such dispute, by such a professional or by the Board, must be decided by such a council to the exclusion of any court of civil jurisdiction. »

Exclusive jurisdiction over dispute.

1970, c.
37, a. 42,
remp.

15. L'article 42 de ladite loi est remplacé par le suivant:

15. Section 42 of the said act is replaced by the following:

1970, c.
37, s. 42,
replaced.

Intérêt pécuniaire, etc., interdit.

« **42.** Un membre d'un conseil d'arbitrage ne doit avoir aucun intérêt pécuniaire dans le différend qui est soumis au conseil ni avoir agi dans ce différend à quelque titre que ce soit et il doit, avant d'agir, prêter serment de rendre sentence suivant la loi. »

« **42.** A member of a council of arbitration shall not have any pecuniary interest in the dispute submitted to the council or have acted in such dispute in any capacity and he must, before acting, be sworn to render the award according to law. »

Pecuniary interest, etc., prohibited.

1970, c.
37, a. 48,
mod.

16. L'article 48 de ladite loi est modifié:

16. Section 48 of the said act is amended:

1970, c.
37, s. 48,
am.

a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

- Sentence. « **48.** La sentence d'un conseil d'arbitrage doit être motivée et signée par son président et, s'il est composé de plusieurs membres, par les membres qui y concourent. »;
- b) en remplaçant le quatrième alinéa par le suivant:
- Sentence transmise à la Régie. « Le secrétaire d'un tel conseil doit transmettre la sentence du conseil, sous pli recommandé, à la Régie et au professionnel en cause. »
- 1970, c. 37, a. 50, mod. **17.** L'article 50 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes, ce qui suit: « des commissions instituées en vertu de l'article 28 ou ».
- Id., a. 53, remp. **18.** L'article 53 de ladite loi est remplacé par le suivant:
- Renseignements pour fins d'enquête. « **53.** Les membres de la Régie ainsi que ses fonctionnaires et employés sont tenus de fournir aux personnes et organismes mentionnés à l'article 52 et à tout conseil d'arbitrage visé à l'article 41, les renseignements qu'ils possèdent et qu'ils ont obtenus pour l'exécution de la présente loi lorsqu'ils sont requis de le faire aux fins d'une enquête tenue par une telle personne, un tel organisme ou un tel conseil relativement à un professionnel de la santé soumis à leur compétence.
- Idem. Il en est de même des membres des conseils d'arbitrage visés à l'article 41 à l'égard des personnes ou organismes mentionnés à l'article 52, dans les circonstances visées à l'alinéa précédent. »
- 1970, c. 37, a. 56, mod. **19.** L'article 56 de ladite loi est modifié en insérant, dans la cinquième ligne du paragraphe *i*, après le mot « désengagé », les mots « ou non-participant ».
- Id., a. 90, mod. **20.** L'article 90 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes, les mots « à la date qui sera fixé par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil » par les mots « le 1^{er} novembre 1970 ».
- “**48.** The award of a council of arbitration must give reasons for the decision and be signed by its president and, if such council consists of several members, by the members who concur in it.”;
- (b) by replacing the fourth paragraph by the following:
- “The secretary of such a council must send the award of the council by registered mail to the Board and to the professional concerned.”
- 17.** Section 50 of the said act is amended by striking out the words “of the committees established under section 28 or” in the second and third lines.
- 18.** Section 53 of the said act is replaced by the following:
- “**53.** The members of the Board and its officers and employees must furnish the persons and bodies mentioned in section 52 and any council of arbitration contemplated in section 41 with the information which they have and which they have obtained for the carrying out of this act, whenever required to do so for the purposes of an inquiry held by such a person, body or council respecting any professional subject to their competence.
- The same shall apply to members of the councils of arbitration contemplated in section 41 with respect to the persons or bodies mentioned in section 52, in the circumstances contemplated in the preceding paragraph.”
- 19.** Section 56 of the said act is amended by inserting after the word “withdrawn” in the fifth line of subparagraph *i* the words “or a non-participating professional”.
- 20.** Section 90 of the said act is amended by replacing the words “a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council” in the third, fourth and fifth lines by the words “the 1st of November 1970”.

1970, c.
37, a. 91,
mod.

21. L'article 91 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa, les mots « en vertu de » par le mot « à ».

Entrée en
vigueur.

22. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception des articles 2 à 18 qui entreront en vigueur le 1^{er} novembre 1970.

21. Section 91 of the said act is amended by replacing the word "under" in the third line by the word "in".

1970, c.
37, s. 91,
am.

22. This act shall come into force on the day of its sanction, except for sections 2 to 18 which shall come into force on the 1st of November 1970.

Coming
into force.